



Distribution: Générale

Date: 6 octobre 2016

Original: Anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2016/8-C/1

Projets soumis au Conseil d'administration pour approbation

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Afghanistan 200447

Assistance pour combattre l'insécurité alimentaire et la dénutrition

	Coût (en dollars É.-U.)		
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	341 261 401	114 124 419	455 385 820
Transferts de type monétaire et coûts connexes	46 040 819	29 354 744	75 395 563
Développement et augmentation des capacités	1 926 000	1 723 100	3 649 100
Coût total pour le PAM	554 451 845	209 276 032	763 727 877

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Projet de décision*

Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire proposée de 209,3 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Afghanistan 200447, "Assistance pour combattre l'insécurité alimentaire et la dénutrition", ainsi que la prolongation de l'intervention pour une période de 18 mois allant du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2018 (WFP/EB.2/2016/8-C/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaatrud@wfp.org

M. M. Lorentzen
Directeur de pays p.i.
courriel: mick.lorentzen@wfp.org

Nature de l'augmentation budgétaire

1. La présente révision budgétaire fait suite aux recommandations issues de l'évaluation. Elle prévoit:
 - de prolonger toutes les activités du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2018 pour venir en aide à 2,9 millions de personnes vulnérables, dont 1,46 million de filles et de femmes;
 - d'accroître la quantité de produits alimentaires de 128 376 tonnes, pour une valeur de 67 millions de dollars, et d'augmenter les transferts de type monétaire de 21,7 millions de dollars;
 - d'accroître de 7,4 millions de dollars les montants prévus pour couvrir le transport extérieur et de 24,6 millions de dollars ceux destinés à couvrir le transport terrestre, l'entreposage et la manutention; et
 - d'augmenter de 15 millions de dollars les montants prévus au titre des autres coûts opérationnels directs pour les produits alimentaires et de 50,4 millions de dollars les montants prévus au titre des coûts d'appui directs.

Justification de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités en cours

2. Les objectifs de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200447 sont les suivants:
 - répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition des personnes déplacées à l'intérieur du pays à cause de conflits, des réfugiés, des rapatriés, des personnes touchées par des catastrophes naturelles et des personnes subissant de graves pressions d'ordre économique (Objectif stratégique 1);
 - soutenir le redressement des communautés, familles et personnes touchées par des chocs (Objectif stratégique 2);
 - traiter les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition modérée (Objectif stratégique 4); et
 - contribuer à l'éducation des élèves du primaire et des établissements secondaires du premier cycle et à la formation des adultes, en particulier des filles et des femmes (Objectif stratégique 4).
3. Les objectifs de l'IPSR concordent avec les objectifs de développement durable (ODD) 2 et 17, et se rattachent aux ODD 4 (éducation de qualité) et 5 (égalité entre les sexes). L'IPSR est conforme au document de stratégie de pays pour 2013-2016, au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2015-2019 (PNUAD) et aux programmes prioritaires nationaux du Gouvernement.

Conclusion et recommandations issues de la réévaluation

4. La prolongation est nécessaire en raison de l'incertitude politique et économique et de l'extrême insécurité. L'élection présidentielle d'avril 2014 a provoqué des tensions politiques persistantes, tandis que le désengagement militaire étranger a contribué à une forte dégradation de l'économie et que les troubles politiques ont retardé les élections provinciales de 2016.
5. Il ressort des évaluations que 1,6 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave, et que 7,3 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire modérée, sont exposées aux chocs et recourent à des stratégies de survie préjudiciables¹.

¹ Évaluation de la sécurité alimentaire saisonnière, module de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, 2015.

6. Les problèmes d'accès à l'eau propre et à l'assainissement, et l'inadéquation des pratiques d'alimentation des jeunes enfants contribuent à la mauvaise utilisation de la nourriture. Le taux d'émaciation s'élève à 9,5 pour cent, le taux de retard de croissance à 41 pour cent et le taux d'insuffisance pondérale à 25 pour cent².
7. La Conférence de Varsovie organisée en juillet 2016 visait à aider le Gouvernement à gérer la sécurité; en octobre, ce dernier présentera le plan de développement de l'Afghanistan lors de la Conférence de Bruxelles. La collaboration de la communauté internationale avec le Gouvernement en matière de lutte contre la corruption devrait encourager les contributions des donateurs. Le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) appuient la réalisation de l'ODD 2 tout en collaborant avec les autres partenaires des Nations Unies afin de faire concorder les activités du PAM avec les produits et les effets directs énoncés dans le PNUAD pour 2015-2019.
8. L'évaluation de 2015 a permis de conclure que les activités de l'IPSR 200447 étaient adaptées au contexte afghan, et fait apparaître que les capacités du Gouvernement constituaient un frein à la mise en œuvre des programmes du PAM. Les contributions des donateurs sont limitées, en partie en raison d'autres priorités ailleurs dans le monde.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

9. La révision budgétaire permettra au bureau de pays de continuer à assurer une assistance alimentaire et nutritionnelle dans le but de sauver la vie de personnes vulnérables touchées par les conflits, des catastrophes naturelles et l'insécurité alimentaire saisonnière. Elle permettra également de donner suite aux recommandations issues de l'évaluation concernant l'amélioration du ciblage et la hiérarchisation des activités en fonction des niveaux de financement prévus; le renforcement de la participation des femmes à la planification, à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des programmes; l'élargissement des programmes de nutrition; et la généralisation des activités relevant de l'initiative Achats au service du progrès. Les évaluateurs ont aussi préconisé de réexaminer le recours aux équipes d'appui aux programmes pour renforcer la collaboration avec les communautés, d'élargir la base des donateurs et d'élaborer une stratégie de retrait. La mise en œuvre de ces recommandations débutera au cours de la période de prolongation considérée ici.
10. Le bureau de pays collabore avec les ministères et d'autres parties prenantes à l'examen stratégique Faim zéro dont les conclusions seront utilisées pour élaborer le plan stratégique de pays³ et faire en sorte que les opérations soient conformes aux politiques et priorités nationales et aux plans intraorganisations d'aide humanitaire et de développement.
11. Le traitement de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois est la priorité première; le bureau de pays utilisera des suppléments nutritionnels à base de lipides produits localement, achetés dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès en partenariat avec l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, le Ministère de la santé publique et le secteur privé. Les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition recevront une ration familiale enrichie et des micronutriments en comprimés.
12. Le PAM collaborera avec des partenaires pour faciliter l'accès aux centres de traitement de la malnutrition aiguë modérée et en améliorer la fréquentation. La communication pour le changement de comportements et les messages sur la nutrition porteront en particulier sur l'amélioration de la consommation alimentaire, et le bureau de pays ainsi que les partenaires élaboreront et expérimenteront des programmes de prévention de la malnutrition dans le cadre de programmes de nutrition renforcés.
13. Les filles et les garçons des écoles primaires ainsi que les filles des classes allant de la septième à la neuvième année d'études continueront de recevoir une ration à emporter d'huile végétale enrichie. Le bureau de pays aide le Ministère de l'éducation à élaborer une politique

² Ministère de la santé publique et Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2014. *National Nutrition Survey Afghanistan, 2013*.

³ Le plan stratégique de pays sera présenté à la deuxième session ordinaire du Conseil de 2017.

d'alimentation scolaire utilisant la production locale, et collaborera avec des partenaires dans le cadre de projets pilotes destinés à augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité des filles dans les établissements secondaires.

14. Pour renforcer l'impact de la formation professionnelle et des programmes de création d'actifs, le bureau de pays utilisera des profils de moyens d'existence saisonniers et fera appel à la planification participative pour associer les communautés, notamment les femmes, à la définition des besoins et à la sélection des activités d'amélioration de la sécurité alimentaire. La collaboration avec le Réseau des femmes afghanes et les conseils de développement communautaire renforcera la participation des femmes à la conception et à la mise en œuvre d'activités tenant compte de la problématique hommes-femmes, telles que la mise en place de jardins potagers familiaux et de garderies familiales. Les activités de création d'actifs porteront essentiellement sur les districts les plus exposés aux chocs et à l'insécurité alimentaire, les communautés étant ciblées en fonction de leurs besoins et des moyens dont elles disposent en matière de réduction des risques de catastrophe, en s'appuyant sur des programmes et des activités menés conjointement avec des partenaires gouvernementaux et des partenaires des Nations Unies. Les activités d'appui aux moyens d'existence faciliteront la transition vers le redressement rapide des réfugiés de longue date vulnérables originaires du Pakistan, de leurs communautés d'accueil et des rapatriés afghans bénéficiant de l'opération d'urgence 201024.
15. La nouvelle stratégie et le nouveau cadre relatifs à la problématique hommes-femmes tiennent compte des recommandations issues de l'évaluation, et le bureau de pays élabore actuellement une stratégie de protection qui intègre les principes de sécurisation des distributions. En 2017, les sites de distribution seront adaptés afin de les rendre plus sûrs pour les femmes et les filles. Des partenariats stratégiques avec ONU-Femmes, la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement et des organisations non gouvernementales sont en cours d'élaboration.
16. À la suite de l'expérimentation des bons électroniques en 2014-2015, le PAM fera davantage appel aux transferts de type monétaire dans les zones urbaines et périurbaines, en tenant compte des évaluations consacrées aux prestataires de services, au fonctionnement des marchés, au rapport coût-efficacité et à l'efficacité. Cette approche est conforme à la priorité donnée par le Gouvernement aux interventions axées sur les marchés locaux et aux programmes de filets de protection sociale fondés sur les espèces⁴, et elle cadre également avec les attentes des donateurs.
17. Le bureau de pays continuera de généraliser le recours aux activités relevant de l'initiative Achats au service du progrès, afin de contribuer à l'enrichissement des aliments et à la production de suppléments nutritionnels à base de lipides, de développer les achats locaux aux petits exploitants et de resserrer les liens entre les agriculteurs et les meuniers appuyés par le PAM tout en aidant le Gouvernement à mettre en place une réserve céréalière stratégique. Les responsables de cette initiative collaboreront avec le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires pour accroître le soutien apporté aux petits exploitants.
18. L'équipe chargée du suivi et de l'évaluation rationalise actuellement les processus et les techniques de gestion des données et de suivi par des tiers. Le bureau de pays procédera à titre expérimental au suivi conjoint des projets de création d'actifs avec le Ministère de la reconstruction et du développement rural, et des activités de nutrition avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Les femmes bénéficiaires seront invitées à communiquer leurs observations dans le cadre du suivi des distributions, d'entretiens menés avec les ménages et du suivi post-distribution afin d'apporter des éléments d'information sur les effets de l'assistance du PAM selon que les bénéficiaires sont des femmes ou des hommes et d'éclairer la conception, la planification et la mise en œuvre des projets.
19. L'amélioration de la gestion des données et de l'établissement des rapports permettra de renforcer la gestion des programmes et la responsabilité à l'égard des populations touchées. Le bureau de pays adoptera l'outil pour l'efficacité de la gestion (COMET) et expérimentera l'analyse et la

⁴ Avec l'appui de la Banque mondiale, le Ministère du travail, des affaires sociales, des martyrs et des personnes handicapées expérimente des transferts de type monétaire saisonniers à l'intention des ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire, en vue d'élaborer un programme de filets de protection sociale à l'échelle nationale.

cartographie de la vulnérabilité utilisant la téléphonie mobile afin de suivre les populations mobiles. Les contrôleurs de terrain communiqueront leurs constatations à un centre d'appel de suivi qui pourrait être intégré à la ligne directe de remontée d'informations destinée aux bénéficiaires du PAM. À la suite de sa mise en service dans le cadre de l'opération d'urgence 201024, le système de gestion des opérations en espèces (SCOPE) sera utilisé pour toutes les activités de la présente IPSR. Les observations issues du récent audit interne du suivi par des tiers et les enseignements tirés des nouvelles initiatives de suivi et d'évaluation seront exploités lors de l'élaboration de la stratégie de suivi à partir de 2018.

20. En 2016, l'analyse intégrée du contexte a mis en évidence 81 districts prioritaires à soutenir dans le cadre d'activités d'appui saisonnier, de formation professionnelle et de création d'actifs, contre 226 districts lors de l'analyse de 2013.
21. Le tableau 1 récapitule le nombre de bénéficiaires par activité. Il fait apparaître un léger recul du nombre de bénéficiaires des interventions d'urgence⁵: les réfugiés sont soutenus dans le cadre de l'opération d'urgence 201024; l'aide saisonnière a été réduite en raison de l'application plus stricte des critères de ciblage; et la réduction du nombre de bénéficiaires des activités de formation professionnelle et de création d'actifs est le résultat d'un ciblage plus réaliste fondé sur les capacités et la performance globale des partenaires. Plus de 650 000 personnes recevront des transferts de type monétaire. Le ciblage des ménages sera effectué dans le cadre de consultations communautaires.
22. La taille des rations reste la même que celle prévue initialement pour toutes les activités.

⁵ Pour les personnes déplacées par les conflits ou victimes de catastrophes naturelles.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Effectifs actuels			Augmentation/diminution			Chiffres révisés		
		Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
Distributions générales – vivres	Personnes déplacées, rapatriés et ménages touchés	215 000	207 000	422 000	255 000	245 000	500 000	255 000	245 000	500 000
	Réfugiés	105 000	101 000	206 000	–	–	–	105 000	101 000	206 000
	Aide saisonnière	556 000	534 000	1 090 000	257 000	247 000	504 000	556 000	534 000	1 090 000
Distributions générales – transferts de type monétaire	Personnes déplacées, rapatriés et ménages touchés	46 000	45 000	91 000	51 000	49 000	100 000	51 000	49 000	100 000
	Aide saisonnière	258 000	248 000	506 000	206 000	198 000	404 000	258 000	248 000	506 000
Supplémentation alimentaire ciblée*	Enfants de 6 à 59 mois	71 000	68 000	139 000	88 000	85 000	173 000	88 000	85 000	173 000
	Femmes enceintes et mères allaitantes	70 000	184 000	254 000	89 000	201 000	290 000	89 000	201 000	290 000
AAE – rations à emporter	Garçons et filles de la 1 ^{re} à la 6 ^e année d'études	233 000	206 000	439 000	338 000	298 000	636 000	338 000	298 000	636 000
	Filles de la 7 ^e à la 9 ^e année d'études	29 000	56 000	85 000	9 000	17 000	26 000	29 000	56 000	85 000
AAF – vivres	Formation professionnelle	34 000	36 000	70 000	–	–	–	34 000	36 000	70 000
AAF – transferts de type monétaire		134 000	146 000	280 000	62 000	75 000	137 000	134 000	146 000	280 000
3A – vivres	Création d'actifs	154 000	119 000	273 000	96 000	83 000	179 000	154 000	119 000	273 000
3A – transferts de type monétaire		8 000	6 000	14 000	7 500	6 500	14 000	8 000	6 000	14 000
Total non ajusté		1 913 000	1 956 000	3 869 000	1 458 500	1 504 500	2 963 000	2 099 000	2 124 000	4 223 000
TOTAL après ajustement		1 915 000	1 955 000	3 870 000	1 406 000	1 464 000	2 870 000	2 083 000	2 001 000	4 084 000

3A = Assistance alimentaire pour la création d'actifs; AAE = Assistance alimentaire pour l'éducation; AAF = Assistance alimentaire pour la formation.

* Dans le cas de la malnutrition aiguë modérée, les enfants de 6 à 59 mois recevront des suppléments nutritionnels prêts à consommer pendant 90 jours en moyenne; les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront une ration à emporter et des micronutriments en comprimés pendant 180 jours en moyenne, du quatrième mois de grossesse jusqu'au sixième mois d'allaitement.

Besoins en produits alimentaires et en espèces

23. Les montants en espèces et les quantités de produits alimentaires supplémentaires et totaux nécessaires pour réaliser les objectifs assignés à la révision budgétaire sont indiqués dans le tableau 2.

TABLEAU 2: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR ACTIVITÉ						
Activité	Espèces (<i>en dollars</i>)		Produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)		Total	
	Effectifs actuels	Augmentation	Effectifs actuels	Augmentation	Espèces (<i>en dollars</i>)	Produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)
Distributions générales de vivres	22 688 175	14 899 089	177 605	50 837	37 587 264	228 442
Personnes déplacées et rapatriés	2 025 570	3 386 677	29 324	14 783	5 412 247	44 107
Catastrophes naturelles	–	–	23 007	10 144	–	33 151
Réfugiés	–	–	54 140	–	–	54 140
Aide saisonnière	20 662 605	11 512 412	71 134	25 910	32 175 017	97 044
Supplémentation alimentaire ciblée	–	–	95 808	52 931	–	148 739
Rations à emporter	–	–	24 060	11 190	–	35 250
Formation professionnelle	12 486 192	5 866 528	11 344	–	18 352 720	11 344
Création d'actifs	1 131 337	942 409	58 914	13 418	2 073 746	72 332
TOTAL	36 305 704	21 708 026	367 731	128 376	58 013 730	496 107

Évaluation des dangers/risques et planification des mesures de préparation

24. Le principal risque est la dégradation des conditions de sécurité, avec pour conséquences une augmentation des déplacements et une réduction de l'accès humanitaire dans certaines régions. Le bureau de pays négocie l'accès des acteurs humanitaires avec le Gouvernement, des entités non étatiques et les chefs des communautés, met actuellement au point sa stratégie en matière d'accès et dispense des cours de formation à l'intention du personnel de terrain. Dans le cadre de sa collaboration avec l'équipe de pays humanitaire, le PAM surveille la situation politique et prépositionne des produits alimentaires lorsque les événements risquent de compromettre l'accès des secours. Les mesures minimales de préparation sont examinées et actualisées régulièrement.
25. Le principal risque institutionnel est le retard ou l'inadéquation du financement de l'IPSR, qui pourrait se traduire par des distributions irrégulières ou limiter la mise en œuvre aux seules activités destinées à sauver des vies, ce qui porterait atteinte à la réputation du bureau de pays. Pour atténuer ce risque, le bureau de pays renforce sa collaboration avec les bailleurs de fonds et élargit la base de donateurs. Les activités ont été classées par ordre de priorité pour tenir compte de différents scénarios de financement.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET		
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires		
Céréales	93 003	34 713 370
Légumes secs	13 140	7 299 259
Huile et matières grasses	19 079	19 460 702
Aliments composés et mélanges	2 334	4 701 501
Autres	820	918 419
Total, produits alimentaires	128 376	67 093 251
Transport extérieur		7 394 117
Transport terrestre, entreposage et manutention		24 621 959
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		15 015 092
Produits alimentaires et coûts connexes¹		114 124 419
Transferts de type monétaire		21 708 026
Coûts connexes		7 646 718
Transferts de type monétaire et coûts connexes		29 354 744
Développement et augmentation des capacités		1 723 100
Coûts opérationnels directs		145 202 263
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²		50 382 814
Total des coûts directs du projet		195 585 077
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³		13 690 955
COÛT TOTAL POUR LE PAM		209 276 032

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

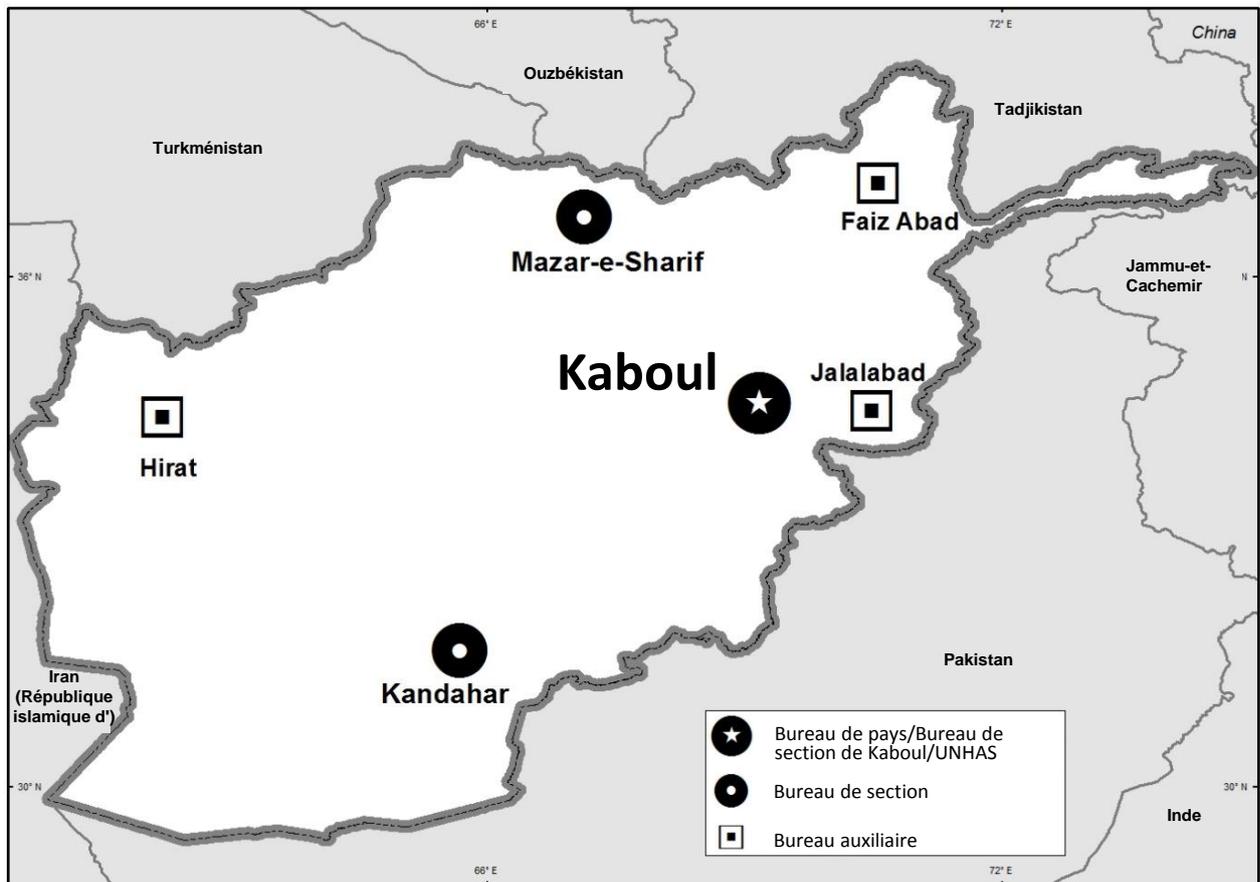
³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	14 556 225
Agents des services généraux	10 442 823
Prime de danger et indemnités locales	4 546 987
Total partiel	29 546 035
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	3 719 570
Sécurité	6 378 423
Voyages et transport	2 793 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	50 382 814

ANNEXE II

IPSR Afghanistan 200447



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
AAE	Assistance alimentaire pour l'éducation
AAF	Assistance alimentaire pour la formation
COMET	outil des bureaux de pays pour l'efficacité de la gestion
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SCOPE	système de gestion des opérations en espèces
UNHAS	Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance